Quelle université voulons-nous ?

Introduction

Matthieu Febvre-Issaly

Il n'a jamais été aussi commun d'aller à l'université alors qu'elle semble plus fragile que jamais, prise entre les exigences contradictoires de l'excellence et de la massification. L'université publique accueille gratuitement les générations successives de bacheliers, mais ne leur donne pas les moyens d'y réussir véritablement : les déterminismes sociaux jouent à plein et des taux d'encadrement de plus en plus faibles interrogent les non-dits de l'enseignement supérieur, où l'université publique côtoie grandes écoles, organismes nationaux de recherche et établissements privés. Au fil des années et des réformes, c'est la centralité de l'université dans la production du savoir et la formation qui se trouve contestée. L'ouverture sociale intégrée à la sélection des Instituts d'études politiques ou les masters des Écoles nationales supérieures sont l'un des signes de ce déplacement de l'idéal universitaire.

Aujourd'hui, les amphithéâtres trop pleins, les plafonds à la peinture écaillée et les couloirs maussades sont l'incarnation d'une forme de misère. Mais parler de l'université publique française, c'est parler d'établissements et de disciplines spécifiques et de statuts très variés. Il y a les professeurs, les directeurs de la recherche et les maîtres de conférences, accaparés par les tâches de scolarité et mal payés à force de désindexation des salaires, et les personnels administratifs débordés. Il y a ces directeurs de licence et de master qui passent des heures à sélectionner parmi des milliers de dossiers pour quelques places, alors que les applications ParcourSup et Mon Master n'ont pas été accompagnées des critères et des capacités

Au fil des années et des réformes, c'est la centralité de l'université dans la production du savoir et la formation qui se trouve contestée.

institutionnelles qui permettraient, si cela était possible, de distinguer des profils qui, à cet âge, se ressemblent. Il y a les étudiants soutenus par leur famille, boursiers ou en file devant l'aide alimentaire, qui regardent un emploi du temps à trous et postulent parfois à des formations à l'aveugle. Il y a les doctorants et postdoctorants qui enchaînent les contrats courts, dans ce que Robert Castel appelait un *« sous-emploi*[1] *»*.

Critique et idéal

Un phénomène symptomatique des maux de l'université est l'armée de vacataires, payés à l'heure, sans contrat de travail, qui représentent aujourd'hui plus de la moitié des enseignants-chercheurs. La raréfaction des postes et la compétition induite tiennent souvent ces jeunes enseignants-chercheurs à l'écart d'un idéal de production et de transmission du savoir, quand ils ne quittent pas simplement l'enseignement et la recherche, de guerre lasse. Alain Aspect a récemment déclaré qu'il n'aurait pu parvenir à la découverte qui lui a valu le prix Nobel de physique en 2022 sans un poste fixe au Centre national de la recherche scientifique.

C'est un vécu délégitimant de l'institution qui s'installe, où les conditions même d'une confiance se délitent, tandis que les étudiants se retrouvent face à des personnels surchargés et parfois empêchés de mener à bien leur mission, malgré toute la bonne volonté du monde. À chaque niveau, un sentiment amer semble s'être diffusé à l'université : les moyens alloués par étudiant qui diminuent, les missions floues, l'image dégradée et les longues fermetures durant l'épidémie de Covid-19 ont achevé de montrer que l'université n'était pas une priorité pour les pouvoirs publics. Mais c'est aussi un rapport ambigu de la société française contemporaine au savoir, à la jeunesse et aux inégalités qui apparaît : comme beaucoup d'institutions républicaines, l'université publique fait face à une double inadéquation, avec le modèle marchand qui a gagné les politiques publiques, d'une part, avec les paradoxes de sa propre prétention universelle, d'autre part.

1 - Ni le retour à l'insécurité totale qui prévalait avant l'État social, ni les garanties d'un emploi plein et entier : voir l'entretien de Jacques Donzelot avec Robert Castel, « L'invention du sous-emploi », *Esprit*, juillet 2005 ; et R. Castel, « La propriété sociale : émergence, transformations et remise en cause », *Esprit*, août-septembre 2008.

Ces expériences rencontrent-elles un diagnostic d'ensemble ? Wendy Brown voit dans l'université américaine la fabrique du sujet responsable par sa soumission à une rationalité marchande : les universitaires ne sont-ils pas eux-mêmes des entrepreneurs du savoir, évalués, classés, sélectionnant et formant du capital humain ? Chez les théoriciens critiques, c'est souvent depuis l'université qu'est pensée l'expérience de l'oppression systémique, qu'elle en soit un exemple ou une cause. Comme l'école pour Rousseau, l'institution doit paradoxalement être changée par ceux-là mêmes qu'elle a formés. En effet, *« pour préserver la forme d'éducation qui nourrit la culture démocratique et permet le processus démocratique, nous avons besoin du savoir que seule une éducation en sciences humaines et sociales peut produire*[2] *»*.

Des réformes au projet de société

En juillet 1946 déjà, dans « S.O.S. à l'université », *Esprit* annonçait une démobilisation des enseignants de l'université, à cause de salaires trop faibles et d'une mission trop peu claire. En avril 1952, la revue s'intéressait aux *« étudiants »*, de plus en plus nombreux, témoignant d'un mélange des classes, mais aussi d'une perte de repères face à un enseignement vertical et déconnecté de son époque. L'heure était alors au syndicalisme étudiant et la revue s'associait aux demandes, de l'Union nationale des étudiants de France en particulier, d'une allocation d'études ou *« présalaire »*, afin d'achever la démocratisation de l'enseignement supérieur, avec sa décentralisation et la valorisation du travail continu plutôt que du concours. En mai-juin 1964, il restait encore à *« faire l'université »* puisqu'elle était inadaptée à la hausse du nombre d'étudiants : le dossier, appuyé sur une enquête longue et inquiète, préfigurait autant la loi Faure de 1970 qu'il manquait le malaise noté en 1952 et qui refera surface en mai 1968. Paul Ricœur y observait que les politiques de l'université doivent bien choisir entre des fonctions de sélection, de recherche et de formation des masses, mais qu'elle ne peut s'absoudre du *« défi du nombre »*, né d'une

2 - Wendy Brown, *Défaire le* dèmos*. Le néolibéralisme, une révolution furtive* [2017], trad. par Jérôme Vidal, Paris, Éditions Amsterdam, 2018. Voir aussi W. Brown, « Néo-libéralisme et fin de la démocratie » [2003], trad. par Philippe Mangeot et Isabelle Saint-Saëns, *Vacarme*, n° 29, automne 2004, p. 86-93 ; et Rogue ESR et Camille Noûs, « Réformes de l'imaginaire social et contrôle des subjectivités », *Savoir/Agir*, n° 59-60, mars-juin 2022, p. 81-90.

« pression sociale spontanée » qu'il n'est pas question de rejeter par la clôture de l'institution[3].

En novembre-décembre 1978, s'interrogeant sur *« la fécondité d'une crise »*, la rédaction s'opposait à la *« rationalisation »* menée par les pouvoirs publics et cherchait à affirmer le projet pluriel d'une institution qui ne peut être coupée de la société, ni abandonnée à la seule quête de débouchés professionnels. En décembre 2007, un dossier voulait croire aux promesses de l'autonomie, en louant le rôle des nouvelles présidences d'université, et appelait à lever les freins à l'innovation et à l'ouverture internationale. L'autonomie mise en œuvre en 2009 visait à donner des marges de manœuvre accrues aux établissements sur le plan administratif, renforçant une particularité de l'université française qui est d'être gouvernée par les enseignants-chercheurs, personnels et étudiants élus. Or, telle qu'elle a été réalisée, l'autonomie a accompagné la baisse des dotations permanentes et des ouvertures de postes de titulaires, les inégalités entre établissements et les regroupements au gigantisme parfois incertain, dans un contexte d'augmentation continue du nombre d'étudiants. On pense alors au constat que faisait la revue en 1952, lorsqu'elle évoquait *« le mal d'une université hypertrophiée qui n'est plus un milieu pour l'homme et à qui l'on donne pour tâche d'endoctriner une foule, tandis qu'on lui en refuse les moyens*[4] *»*. Pour elle, l'explication venait alors de ce que la société et l'État déconsidéraient l'humanisme, dont l'université avait la charge.

Nous revenons aujourd'hui à l'ouvrage avec le sentiment qu'il devient plus difficile pour l'université, et particulièrement dans les sciences humaines et sociales, de se figurer leur institution, tout autant que de la faire communiquer avec la société. Et si l'idéal d'une construction et d'une transmission des savoirs se rencontre dans tous les campus, la condition précaire de l'université, c'est-à-dire la raréfaction de ses moyens autant que l'instabilité de sa position dans nos choix politiques et nos imaginaires, a de quoi brouiller les idées les plus claires. L'excellence aujourd'hui érigée en guide des financements et regroupements, à la fois entre établissements et à l'international, tout comme la sélection quand

3 - Paul Ricœur, « Faire l'Université », *Esprit*, mai-juin 1964. Beaucoup des propositions de ce dossier demeurent actuelles : décharger les enseignants des tâches administratives, refuser le diktat du concours, décloisonner les disciplines et décentraliser les établissements – même si le dossier reste sceptique vis-à-vis de l'autonomie.

4 - Jean-Marie Domenach, « Conclusion », *Esprit*, avril 1952.

elle n'est qu'un tri des moyens et des capacités, ne peuvent constituer des valeurs en soi. La critique des réformes menées est devenue usuelle – et salutaire – dans les espaces de discussion des universitaires et au travers de collectifs nouveaux, mais le paradoxe inspiré de Rousseau nous invite à interroger l'idéal.

Faire le choix de l'université

Nous avons voulu donner la parole à différents points de vue sur l'université, dans le sillage des grandes enquêtes menées par la revue en 1952, 1964 et 1978. C'est un idéal du service public qui se dessine malgré les difficultés matérielles, d'où l'étonnement des universitaires américains que nous rapporte Patrick Weil : nous faisons tant et si bien, avec si peu ! Dans ce dossier, plusieurs spécialistes des politiques de l'université analysent les réformes, menées bout par bout par un pouvoir politique qui reste maître des arbitrages budgétaires. Or ces réformes témoignent d'une *« préférence pour l'inégalité »*, un imaginaire dans lequel certains sont jugés moins égaux que d'autres[5]. La reproduction sociale s'instille dans nos modes de sélection et d'attribution du mérite, sur le modèle des grandes écoles[6]. Les classes d'âges font pourtant dans les campus une expérience rare d'ouverture sociale et de compréhension partagée du monde, et acquièrent une autonomie de pensée en s'initiant à la recherche.

L'université fait face au paradoxe de tout service public dans une économie néolibérale, puisque l'autonomie conférée par l'État aux établissements, sans les marges de manœuvre suffisantes pour l'exercer, participe à rendre plus attrayants les écoles sélectives, les établissements privés ou ces *« marchands de formations »* qu'évoque Christine Musselin dans sa contribution. On pense aux annonces et publicités incessantes de nouveaux établissements proposant des *bachelors* non reconnus par l'État et souvent coûteux, ou à l'attrait des formations étrangères sur les jeunes bacheliers, au risque qu'ils deviennent de simples consommateurs. Le mal-être de l'université dans la société a brutalement ressurgi lorsque

5 - Voir François Dubet, *La Préférence pour l'inégalité. Comprendre la crise des solidarités*, Paris, Seuil, coll. « La République des idées », 2014 ; et le dossier « L'imaginaire des inégalités », *Esprit*, septembre 2018.

6 - Voir Annabelle Allouch, *La Société du concours. L'empire des classements scolaires*, Paris, Seuil, coll. « La République des idées », 2017.

le pouvoir politique l'a accusée d'un mal étrange, « l'islamo-gauchisme », qui semble renvoyer aux acteurs médiatiques plutôt qu'aux travaux, autrement plus nuancés, menés dans les centres de recherche. Or, pour continuer à être l'institution indépendante et auto-administrée qu'elle a toujours été, l'université a besoin d'universitaires qui la gouvernent et de gouvernants qui la comprennent, selon Christophe Prochasson.

Si l'université est moins désirable, c'est qu'elle manque de moyens, c'est-à-dire d'une reconnaissance collective et matérielle de son importance. Mais elle a également besoin d'une stabilité des financements et des emplois, d'inclusivité et de diversité, ainsi que d'une réflexion sur l'ouverture sociale de l'enseignement et de la recherche. L'université n'est pas seulement un exemple d'institution malmenée, elle incarne un choix social à réaffirmer – un imaginaire à rendre plus vivant et plus transgressif, comme le propose Fabienne Brugère. À un moment où l'on interroge la nature de la vérité et la capacité délibérative des citoyens, il s'agit de faire vivre cet idéal universel et républicain, celui d'une pensée critique qui s'apprend et s'exerce pour le bien de tous.